

Daniel Bensaïd

**Après les élections législatives
des 21 et 28 mars 1993**

Paysage politique

À l'issue des élections législatives des 21 et 28 mars ^{1/}, la France se retrouve, après douze ans de pouvoir socialiste, avec une majorité de droite sans précédent à l'Assemblée nationale. On a parlé de raz-de-marée, de déferlante, de lame de fond. À s'en tenir à la stricte arithmétique parlementaire, c'est vrai. À y regarder de plus près, la réalité est comme toujours plus contradictoire.

Avec 41 % des suffrages exprimés au premier tour, la coalition majoritaire RPR-UDF obtient 82 % des sièges. Compte tenu des 31 % d'inscrits qui n'ont pas voté, des 5 % de votes nuls, de la confiscation par le système du scrutin majoritaire de l'électorat écologiste, Front national, et extrême gauche (en tout plus de 30 % des suffrages exprimés), cette majorité écrasante ne représente que 26 % du corps électoral. L'Assemblée dans son ensemble en représente moins de la moitié. À Paris, alors que 45 % des électeurs votent d'une manière ou d'une autre contre la coalition majoritaire, il y a un seul député d'opposition élu (socialiste) sur 21 sièges. En moyenne, un député du RPR pèse quatre fois moins de voix qu'un député du PS...

En réalité, la droite parlementaire a à peu près maintenu son pourcentage de 1988 et la plupart de ses dirigeants ont perdu des voix en chiffres absolus. L'ampleur de sa victoire tient avant tout à l'effondrement du Parti socialiste et à un mode de scrutin qui élimine pratique-

ment les listes qui ne participent pas à une alliance à vocation majoritaire. De son côté, le Parti communiste, avec un score de 9 %, perd encore du terrain par rapport aux dernières élections législatives mais en regagne un peu par rapport aux régionales et cantonales de l'an dernier. Il sauve ainsi son groupe parlementaire.

Outre l'ampleur du rejet qui frappe le Parti socialiste, et sur lequel nous allons revenir, les deux enseignements importants de ces élections sont donc la consolidation du Front national et la défaite (relativement aux ambitions annoncées) de l'Entente écologiste regroupant les Verts de Waechter et Génération écologie de Brice Lalonde.

Après les élections régionales de 1992, les médias, dans leur incurable frivolité, avaient commencé à enterrer le Front national sous prétexte qu'il avait échoué dans la conquête de la région Marseille-Nice. Dans ce midi méditerranéen qui peut être considéré comme son fief et son laboratoire, le tassement était indiscutable. Mais il masquait une extension et une homogénéisation de son implantation nationale, et notamment des résultats dépassant les 20 % dans des banlieues importantes de Paris. Malgré une campagne discrète, le Front national a obtenu près de 12,5 % (contre 17,5 % au Parti socialiste). Il franchit désormais la barre des 25 % dans dix-neuf départements (sur quatre-vingt-quinze). Il n'y a que trois départements dans lesquels il reste en deçà des 5 %. Ayant maintenu ses candidats qui le pouvaient légalement au second tour, il dépasse ou approche des scores de 40 % non seulement à Nice et Marseille, mais dans certaines circonscriptions de l'Est ou de la banlieue parisienne.

Parti militant, à la différence de certains appareils électoraux, le Front national a en

outre confirmé, en accentuant le contenu populiste de son discours, qu'il est désormais orienté vers la conquête de l'électorat populaire, chez les exclus et les défavorisés.

Quant aux écologistes, si leur résultat est plus qu'honorable avec plus de 7 %, il n'en constitue pas moins à leurs propres yeux une terrible déception par rapport aux espoirs un moment caressés. Aux régionales de 1992, Verts et Génération écologie s'étaient présentés séparément. Leurs résultats cumulés approchaient les 14 %. Au cours de cette campagne, les sondages leur ont donné jusqu'à 19 %. À trois semaines du vote, ils croyaient encore pouvoir passer devant le PS. La veille du scrutin, ils étaient encore à plus de 12 %. La désillusion n'en a été que plus forte.

La première réaction défensive de leurs porte-parole fut d'incriminer la présence de listes écologistes « pirates » qui auraient semé la confusion et leur auraient pris des voix. Il est vrai que devant la montée de fièvre écologiste dans les sondages, de telles listes se sont multipliées. Certaines manipulées en sous-main, d'autres carrément crapuleuses. Il n'en demeure pas moins que l'Entente écologiste ne saurait prétendre au monopole du terme écologie (pas plus que le PS à celui de socialiste ou le PC à celui de communiste) et que la confusion ne joue guère quand les candidats sont les leaders largement médiatisés de l'entente.

Plus profondément donc, il faut constater d'abord que l'électorat écologiste potentiel, composé pour bonne part de déçus de la gauche, est très instable, flottant, et versatile. Il n'est stabilisé ni par une pratique sociale commune (à la différence des Verts allemands, du moins à l'origine, les Verts français sont un phénomène institutionnel et médiatique plus que militant) ni par l'adhésion à un projet clair. Il faut constater ensuite que leur cam-

^{1/} Texte sans titre retrouvé dans les archives numériques personnelles.

pagne, surtout lorsqu'elle était incarnée par Brice Lalonde, était désastreusement floue et démagogique. Par son discours, l'Entente écologiste voulait se présenter comme « antipoliticienne », alors que Brice Lalonde n'est jamais qu'un ministre sortant du gouvernement Rocard dont il n'assume pas le bilan, alors que la formule « ni droite, ni gauche » devenait de plus en plus clairement « à droite ou à gauche, avec le plus offrant », alors enfin qu'il est apparu comme un partenaire privilégié des propositions d'alliance de Rocard !

Mais la contradiction est plus profonde et durable. Tant que les écologistes se présentent indépendants de la gauche et de la droite, tant qu'ils se situent « ailleurs » et en dehors des questions d'alliances, ils peuvent capter la désaffection envers la politique institutionnelle mais ils s'installent dans le rôle d'un groupe de pression sans ambition majoritaire. Dès qu'ils passent un seuil de crédibilité et se posent le problème d'accéder aux responsabilités gouvernementales (ce qui fut le cas au cours de la campagne), un vague discours environnementaliste ne tient plus lieu de programme et le jeu des alliances politiques revient en force. Il apparaît alors que le mouvement écologiste n'a ni principes, ni stratégie, ni racines suffisantes pour faire face à ces responsabilités.

Lors de la première réunion nationale des Verts postérieure aux élections, une majorité de près de 60 % s'est prononcée pour abandonner la ligne du ni gauche, ni droite. Face au danger d'une Assemblée massivement à droite, elle prône une écologie explicitement engagée à gauche, mais sous la forme probablement d'un partenariat privilégié et conflictuel avec un Parti socialiste rénové par Rocard. Il y a là l'esquisse d'une réponse à l'impasse constatée. Reste à savoir si une telle réponse ne

constitue pas à nouveau une double impasse dans laquelle le mouvement écologiste perdrait son originalité pour se tourner vers un allié à l'avenir plus qu'incertain. Lobby ou parti ? L'écologie politique est sans doute à la croisée des chemins. À vouloir rester lobby, elle se condamnerait à une marginalité aléatoire. À devenir parti, elle est inévitablement ressaisie par le jeu politique qu'elle prétendait dénoncer.

Le fait majeur des élections réside donc moins dans une montée en puissance de la droite traditionnelle (dont la part reste stable) que dans la poussée globale d'une droite qui atteint les 57 % en comptant les suffrages du Front national, et surtout dans le vide inquiétant de ce qui fut la Gauche.

On a beaucoup parlé de vote sanction à propos de la chute du PS.

Si l'on veut. À condition de souligner qu'il ne s'agit pas d'un mouvement d'humeur. À la différence de la plupart des expériences antérieures (1924, 1936, 1945, 1956...), cette fois la gauche au gouvernement a eu pour elle la durée (douze ans) et des moyens institutionnels et constitutionnels sans précédent (majorité absolue, présidence, gouvernement) pour appliquer sa politique. Le résultat est une débâcle sociale (chômage et exclusions n'ont cessé de s'étendre au nom de l'Europe monétaire, de Maastricht et du franc fort) et d'un désastre moral (les affaires).

Or, la morale, à gauche, ça compte. Du moins, ça comptait. C'était ce qui restait quand on n'avait pas grand-chose. On disait « pauvre, mais propre ». Cette gauche n'a pas été défaite, elle s'est salie. Elle n'a pas échoué devant ce qu'on appelait naguère « le mur de l'argent ». Elle a cru pouvoir grimper dessus. Un écrivain et académicien qui n'a rien d'un subversif peut écrire aujourd'hui en forme de lettre ouverte à

la nomenklatura socialiste : « La gauche n'a pas le droit de trahir la morale, seul trésor des faibles, qui, bêtement, y tiennent [...]. L'école qui ne redistribue plus les chances, la télé débile, les patrons triomphants, les écarts aggravés, l'espérance en miettes : tout est de votre faute, y compris les bravos offerts aux nouveaux gouvernants avant même qu'ils n'aient rien fait ou dit. C'est la logique des désastres. N'y ajoutez pas l'indécence de dire : il fallait faire ceci ou cela, suivez mon panache mité, on va rebâtir ensemble... Vous n'avez qu'à vous taire. » (Bertrand Poirot-Delpech, *Le Monde* 7 avril.)

Le verdict des urnes ne met pas un point final au gâchis. Le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition. Ce n'est pas seulement un mauvais moment à passer. Sa crise, désormais ouverte, entre en résonance avec celle de toute la social-démocratie européenne. Le paradoxe, c'est que la plupart des dirigeants (Rocard, Fabius, Delors) seraient d'accord sur l'esprit du big bang prêché par Rocard, autrement dit sur la perspective d'un parti démocrate à l'américaine, rompant avec les traditions, si ténues soient-elles, du mouvement ouvrier. Mais il faudrait pour cela un parti uni autour du projet et surtout des partenaires écologistes et centristes difficilement trouvables dans la fragmentation en cours.

D'autres souhaiteraient plus modestement une modernisation d'un Parti socialiste qui, changeant symboliquement de nom, assumerait franchement sa vocation social-démocrate à l'allemande. Le problème, c'est que la base sociale même d'une telle opération est plus que douteuse. Les bastions électoraux séculaires des grandes fédérations socialistes dans le Nord, le Sud-Ouest, à Marseille, ont été emportés. On ne construit pas une social-démocratie allemande (née du pacte d'après-

guerre, du plan Marshall et des années d'expansion), n'importe quand, en situation de crise, avec un État-providence qui se réduit comme une peau de chagrin au niveau de l'État national, sans que l'on puisse envisager à court terme le redéploiement de ses mécanismes au niveau d'une communauté européenne elle-même menacée d'explosion.

En fait de big bang, le Parti socialiste est pour l'heure en train de s'engloutir dans le trou noir des affaires et de ses reniements. La prise de pouvoir par Rocard au détriment de Fabius subordonne tout projet de reconstruction à une stratégie présidentielle désormais compromise, d'autant plus qu'il a contre lui la majorité de la fraction parlementaire socialiste et l'appareil de certaines grandes fédérations. Le plus probable, en l'absence de renaissance du mouvement social, est que dure une période d'éparpillement des forces et de tâtonnements unitaires, sans qu'un projet ne l'emporte clairement sur les autres.

Nous avons commencé par souligner que la victoire de la droite était moindre que ce qu'elle pouvait paraître au seul vu des sièges parlementaires. Elle n'en est pas moins dangereuse, d'autant plus qu'une aussi large majorité sera aiguillonnée par un Front national plus que jamais en condition de lui demander des comptes. Il rencontrera un écho dans les rangs même de députés dont certains, sous étiquette RPR ou UDF, partagent déjà certaines de ses idées.

Dans l'immédiat, la nouvelle majorité a surtout voulu manifester son souci de ne pas abuser de son triomphe. Il y a à cela plusieurs raisons évidentes. D'une part, ses dirigeants sont conscients des périls d'une victoire quelque peu artificielle et des risques de bavure ou de dérapage qui pourraient compromettre la marche de Chirac à la présidence. D'autre part,

elle sait que la crise n'est pas finie et qu'il sera difficile de faire mieux que la majorité sortante sur la question essentielle du chômage. Ni la plate-forme mise au point pour la campagne électorale, ni Balladur ne se sont engagés sur aucun projet chiffré : comment relancer la production par les travaux publics sans augmenter les impôts et en réduisant le déficit budgétaire ? Enfin, cette majorité est grosse de fractures possibles en cas d'aggravation de la crise économique et politique européenne. L'accession à la présidence de l'Assemblée de Séguin, opposant déterminé à Maastricht au sein du RPR, indique un rapport de force parmi les députés gaullistes.

Or beaucoup dépend désormais de l'avenir européen. Ainsi, on ne peut pas dire que des secteurs significatifs du grand capital aient encore misé sur le Front national. C'est un point essentiel par rapport aux tentations analogiques. Mais en cas d'explosion du projet européen, nul ne peut prédire ce qu'il en adviendrait. La concurrence serait en tout cas forte entre un populisme gaulliste et nationaliste traditionnel et un populisme fasciste à la Le Pen.

Enfin, toutes les stratégies en présence doivent désormais tenir compte de la détérioration croissante du système de représentation politique. Près du tiers des électeurs inscrits ne sont pas allés voter. Un jeune sur quatre entre dix-huit et vingt-quatre ans ne va même pas s'inscrire sur les listes électorales. Plus d'un million de personnes au premier tour et deux millions au second se sont déplacés pour voter nul. À cela s'ajoute une distorsion sans précédent entre l'Assemblée élue et le pays réel : elle n'est ni représentative ni légitime. Et il ne s'agit pas d'un accident. C'est en réalité la traduction institutionnelle d'une rupture plus profonde du pacte social d'après-

guerre, du système de redistribution et de protection sociale, du rapport entre les partis politiques, leurs militants, leur électorat et la société elle-même. Il serait particulièrement révélateur, par-delà les émois et querelles des états-majors nationaux, d'en décrire les effets locaux : prolifération de candidatures « indépendantes », personnalisation outrancière de la politique, déchirures du tissu politique. Alors que les bouleversements mondiaux posent de grands choix sur l'Europe, la guerre et la paix, l'écologie, le chômage, les candidats ne se sont prononcés sur pratiquement aucun projet, n'ont pris auprès de leurs mandants aucun engagement, et ont fait la plupart du temps campagne comme à des cantonales ou des municipales sur les « intérêts locaux ».

Dans de telles conditions, inspirée par les actions des agriculteurs ou des pêcheurs, l'idée peut se répandre que les vrais problèmes se résolvent ailleurs et par d'autres moyens que sur les gradins parlementaires. L'éditorialiste d'un grand hebdomadaire développe significativement une longue analyse de la nouvelle situation en concluant par des suggestions « afin que ça ne finisse pas dans la rue ».

C'est que ça peut, en effet, finir dans la rue.

Au profit de qui ? C'est tout le problème.

Dans ce qu'il reste de la gauche en miettes et en morceaux, tout le monde parle de refonder, rénover, reconstruire... À sa manière brutale, Rocard a défini avec son big bang une première grande bifurcation dans la direction d'un parti démocrate de centre gauche sans attaches ni références de classes. Or, s'il y a une place à ne pas prendre, c'est celle d'une aile gauche dans cet élan hypothétique du libéralisme social. Certains, non seulement parmi les socialistes, mais chez les écologistes ou les dissidents communistes, se sont empressés de

répondre « Chiche ! Il faut voir... » C'est tout vu. Rocard dans l'opposition peut gauchir son discours. Mais le projet n'a pas varié depuis 1978. Il a été le champion du ralliement du PS au libéralisme avant le tournant de 1983. La politique appliquée par Bérégovoy était sa politique.

Un des effets curieux de la situation, c'est qu'il n'est plus honteux d'être minoritaire, car les minorités se multiplient comme des petits pains. Les candidatures d'extrême gauche (LCR, LO) ou issues de dissidences communistes ou socialistes ont réalisé, sauf exceptions locales, des scores entre 1 % et 3 %. Cumulés, ils pourraient approcher dans certains cas les 5 %. Maintenant, le paysage est plus qu'indécis si nous comparons avec ce qui pouvait se dessiner au moment de la campagne unitaire pour un non de gauche à Maastricht.

D'une part, les Refondateurs communistes de Charles Fiterman (toujours à l'intérieur du Parti communiste) proposent des Assises des communistes, ouvertes à tous les communistes pour un bilan critique et la fondation d'un nouveau parti communiste rénové (avec ou sans le nom). Cette proposition indique une volonté de poursuivre prioritairement le combat au sein du parti, d'autant qu'aucune dynamique n'est apparue convaincante à l'extérieur, que le PC a limité les dégâts, et que les refondateurs occupent une place non négligeable avec liberté de mouvement dans la nouvelle fraction parlementaire.

D'autre part, le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, a consommé sa rupture avec le Parti socialiste tout en affirmant qu'on ne saurait quitter un parti qui n'existe plus... C'est le seul courant à dire clairement que la défaite du PS est la sanction de son abandon du socialisme. Mais c'est pour ajouter aussitôt un couplet sur la nation et le retour aux valeurs républicaines, avec des regards en coin du côté des gaullistes anti-Maastricht. Ce mouvement naissant, qui compte néanmoins sur une petite base militante, tient ses assises constitutives en mai et annonce d'ores et déjà son intention de présenter sa propre liste aux Européennes de l'an prochain.

Enfin la redistribution des positions dans le mouvement écologiste commence à peine. Le courant des Verts qui avait participé à la campagne de gauche contre Maastricht en ressurgira-t-il sous une forme ou sous une autre ? Face à une proposition d'alliance privilégiée avec Rocard, une alternative peut-elle prendre corps sans rechuter dans un intégrisme écologiste désormais difficilement tenable ? C'est difficile, mais pas exclu.

Quoi qu'il en soit, si refondation il doit y avoir, il faudra bien des fondations.

Et si reconstruction il doit y avoir, il faudra bien commencer par agir.

Alors que les premières grandes manœuvres se jouent autour des personnalités présidents, des combinaisons et des arrangements, le choc est si violent et le traumatisme

si profond que rien de solide ne se fera si les principes ne l'emportent pas sur la tactique, les convictions sur les opportunités, le moyen terme sur le court terme. Malgré tout, la campagne électorale a permis de cerner les grandes questions de l'heure autour desquelles peut se rebâtir un projet dans la clarté :

– comment lutter contre le chômage, quel emploi, quel travail ? (il est à noter en effet que cette question s'est imposée comme la première urgence dans l'opinion, et qu'il apparaît de plus en plus clairement que la question du chômage déborde de loin celle de l'immigration) ;

– contre Maastricht, quel projet européen et internationaliste ?

– face aux intégrismes, au racisme, aux corporatismes, quelle citoyenneté ?

– enfin, face aux menaces qui pèsent sur la planète, quelle écologie et quel rapport entre écologie et politique ?

Ce sont les réponses à ces questions, non sur le détail tactique, mais sur les grandes orientations, qui sont susceptibles de déterminer les recompositions nécessaires et les alliances éventuelles. Toute tentative de mettre la charrue avant les bœufs, les coalitions d'appareils ou de micro-appareils avant le débat de fond ne conduiraient qu'à de nouvelles déconvenues.

Avril 1993

Archives personnelles, parution inconnue